

Le Front des Sans domicile fixe : une lutte organisée

La danse des juges

« Actuellement, il y a un tribunal de la Jeunesse avec des juges de la jeunesse, un tribunal du Travail avec des juges, un tribunal du Commerce avec des juges, etc... Il y a quatre ou cinq tribunaux, avec chaque fois des juges spécialisés qui restent chacun dans leur tribunal.

Or maintenant, c'est fini : d'après la nouvelle loi, ils doivent pouvoir changer. Par exemple, un juge du tribunal de la Jeunesse travaille deux jours à ce tribunal, un jour au tribunal du Travail et deux jours à la Justice de Paix. Ce qui veut dire que, premièrement, au niveau de la spécialisation, ce sera très difficile et lourd à supporter. Deuxièmement, le tribunal du Travail qui fonctionne quatre jours par semaine a trois mois de retard. Avec le nouveau système, ce tribunal ne fonctionnera plus qu'un jour par semaine et aura donc quatre fois plus de retard ! »

« Tout cela parce que la Justice de Paix était débordée. Au lieu d'engager des juges supplémentaires pour accélérer les choses, eh bien ils font circuler tout le monde ! Au tribunal du Travail, la plupart du temps, sauf des grands cas, ce sont des gens en difficultés au niveau du chômage et du minimex. Ce sont surtout des travailleurs qui sont en procès contre leur patron. Donc là, on s'en fout, ça peut durer ! Nous avons été alertés au mois de juillet. On attendait une circulaire du ministre Jan Peeters. Le dernier jour de juillet, en téléphonant là-bas, la secrétaire m'a dit qu'il y avait une pile de soixante ou quatre-vingt circulaires à signer... et qu'il allait le faire avant de partir en vacances. C'est comme ça, c'est chaque fois la même chose... Nous sommes restés en contact avec des juges dont certains nous disent: « *ce n'est pas si grave que ça* », mais en fait, ce n'est pas sûr. »

Le détachement d'avec la base sclérose les organisations

« L'année passée, on s'était investis terriblement fort dans un week-end de rencontre (ndlr voir le n° précédent du journal), surtout qu'on

n'était pas sûrs du tout du tout que ça allait réussir... Finalement, ça a été un vrai succès, on était vraiment... crevés ! On a laissé aller les choses et cette fois-ci, on s'y est pris trop tard. Il y a en a qui ont dit : « *oui mais on ne fait rien ?* », alors on a quand même fait quelque chose, à La Louvière. Le thème était : « en marge, mais en marche ».

« On a vraiment été encore plus loin que l'année passée. Par exemple, des gars constatent que les grosses organisations chargées d'aider les plus pauvres et les plus démunis, se sont sclérosées avec le temps. Comme les grands syndicats, elles organisent des actions pour elles-mêmes, pour maintenir la structure de l'organisation. Mais elles ne savent plus répondre, en plus la situation a très fort changé. »



« Ce qui a aussi été dit, c'est que, même les organisations où il y a des exclus qui se mettent ensemble, celles-là aussi, se sclérosent et ne se rattachent pas suffisamment à la base. Exemple, sorry, le Collectif contre les exclusions. Ça a été dit : le vocabulaire employé dans le journal est illisible. Au niveau du Front, plusieurs ont dit qu'ils ne venaient pas à la session* pour ça : « *c'est devenu trop intellectuel, nous, ce qu'il nous faut, c'est gueuler à la rue* ». Et ils ont en partie raison. »

2ème partie de l'interview de Jean Peeters du Front SDF, par Anne-Marie Raison.

Contact et informations : Front SDF, 56 rue d'Aerschot, 1030 Bruxelles.
Tél: 02-218.60.09
Fax: 02-218.20.97.

* Ndlr : au forum du Collectif du 7.3.98.

A lire... A débattre

La stratégie spécifique du Front : un dialogue pour construire les lois ensemble

- **Quelles sont les différences de stratégie d'actions du Front, avec, par exemple, celle du Collectif contre les expulsions ?**

« Il y a une différence entre le Front et certains autres mouvements, comme par exemple le Collectif contre les expulsions. Je précise d'abord que nous sommes solidaires avec eux, ce n'est pas une critique négative. La différence, c'est que de leur côté, il y a énormément de réflexion et beaucoup d'énergie pour organiser des actions. Mais par contre, au niveau de la réflexion et du dialogue constructif avec les faiseurs de loi, j'entends surtout des slogans : « *il faut ouvrir les frontières, accueillir tous les immigrés* ».

« Tout ça, c'est bien dans une société où « tout le monde est bon, tout le monde est gentil ». Mais cela semble trop simple. S'ils n'ont pas d'alternatives et de propositions concrètes et positives à faire au gouvernement, ils risquent de faire le jeu de l'extrême-droite. Au niveau du Front, nous acceptons à contre coeur la société telle qu'elle est. A court terme, on ne sait pas la renverser directement, on ne va pas se tuer à vouloir la renverser ».

« Le dialogue doit venir des deux côtés. D'un côté, des administratifs et des politiques de bonne compréhension, d'un autre côté, des gens qui « pratiquent » tous les jours la loi, eux aussi doivent se concerter pour pouvoir proposer. Mais je crois qu'on doit aller plus loin : je pense que les politiques et les administratifs écoutent, et puis, ils se retirent dans leurs bureaux, et ils fabriquent les lois. Nous, on leur a demandé d'écouter, de fabriquer une loi, et de venir nous la proposer, qu'on puisse s'aider l'un l'autre. C'est ça notre constat. »

- **Et ils sont d'accord ?**

« En théorie, oui. En pratique, on nous a appelé deux ou trois fois pour travailler à un avant-projet de loi. Mais ça, c'est des bouquins entiers qu'il faut travailler ! C'est difficile, hein ! On n'est pas payés pour ça ! Faut pas demander à des gars qui sont à la rue d'aller se renseigner, de lire tel article de loi, c'est un charabia !... »

« Nous avons été étonnés plus d'une fois de voir plus d'une personne qui sont des administratifs être de bonne volonté. Mais évidemment, on ne rencontre que ceux-là ! Peut-être qu'il y en a qui sont bouchés, hein.. ».

« Un des résultats de l'action des Compagnons du partage devant les CPAS il y a trois-quatre ans, et au château de la Solitude, c'est d'avoir provoqué, dans les CPAS, un début de changement. Il y a dans certains CPAS une mentalité un petit peu plus ouverte. Mais leurs revendications à eux, les gens des CPAS, c'est de doubler leurs effectifs. Leur toute première revendication ça a été : « *nous sommes mis dans des situations où il nous est impossible de faire notre métier. On n'a pas le temps de faire des formations, on ne connaît plus les lois, etc.* »

Les différences entre Flandre, Wallonie, région germanophone et bruxelloise

« La Wallonie a été touchée de plein fouet par la crise depuis beaucoup plus longtemps que d'autres régions. Donc, depuis beaucoup plus longtemps, les gens ont appris à survivre et à se mettre ensemble. De sorte que l'impression que j'ai, c'est qu'il y a plus de dynamisme dans les anciennes régions industrielles wallonnes ».

« Je ne sais pas ce qui se passe du côté d'Arlon, nous venons à peine d'avoir un contact avec les cantons "rédimés", les Malmédy... etc. Dans le Brabant wallon, ce qu'on nous a dit, c'est : « *être pauvres parmi les pauvres, ça va, mais être pauvre dans une région riche, c'est plus difficile* ». Il y a assez bien je crois, de concertation et de solidarité : les actions qui se font, c'est souvent des gens qui s'entraident entre eux. Ça, c'est au niveau de la Wallonie ».

« Au niveau de la Flandre, l'impression que j'ai, c'est qu'il y a beaucoup plus des gens qui sont dans des organisations, qui organisent des dortoirs pour les gens en difficultés, etc. Les CPAS des villes flamandes sont moins pauvres. La solidarité flamande fonctionne mieux au niveau familial et donc il y a moins de pauvreté apparente. Par contre, au niveau des résidents de campings, du côté de Genk, les anciennes mines du Limbourg, il y a un problème énorme. L'impression que j'ai, mais évidemment nous avons très peu d'information sur ce que vivent

les flamands, c'est qu'il y a moins de solidarité entre eux. Nous autres, nous avons encore des anciennes solidarités des quartiers ouvriers, eux, c'est plus des agriculteurs et la solidarité parallèle existe moins ».

« Sur Bruxelles, à part les Compagnons du Partage dans le temps, où ce sont des gens eux-mêmes qui se sont débrouillés pour faire des choses, maintenant, ce qui existe et qui est nouveau, ce sont de petites asbl de terrain qui sont très peu subsidiées mais qui fonctionnent.

La situation à Bruxelles est un peu différente, il y a aussi un tas de choses qui se font pour les plus démunis : restaurants populaires, douches, consignes, etc... Et d'une certaine manière, on dirait qu'il y a une couche de la société qui soutient financièrement très très fort tous ces petits organismes mais... pour changer une façade. Donc : « *Cachons la misère que nous n'osons montrer* »... Pour moi, c'est plutôt « cacher » : en trois ans de temps, ils ont muré la plupart des squats, on badigeonne la pauvreté. Mais la présence dans les restaurants populaires augmente d'année en année et les restaurants augmentent en nombre, donc, c'est significatif. »

Par delà les frontières

« Pour terminer, car cette fois-ci on s'y est pris à temps, au premier week-end du mois d'août 99 (6, 7 et 8 août), flamands, wallons, bruxellois, nous allons nous retrouver avec les germanophones. Le thème est : « casser les frontières ou par delà les frontières ». Il y aura des résidents (permanents ou non) de campings qui ont un tas de misères : ils sont plus de cinq mille en Wallonie qui risquent de se faire expulser, ils se font exploiter...

Actuellement, c'est un peu ce Collectif-là qui fonctionne très fort. Il y aura aussi une organisation allemande semblable. Ils sont vraiment enclavés : pour eux, quand ils doivent voir le parlement wallon, ils doivent venir jusqu'à Namur, au bout du monde ! Beaucoup de lois ne sont pas connues, le guide des sans domicile n'existe pas en allemand, et donc ... Et en plus, la région est riche !... Ca se passera à Saint Vith, dans une école. Le week-end est destiné prioritairement à ceux qui sont en difficultés, mais le dimanche après-midi, nous invitons la société civile, ce sera ouvert à tous, même aux hommes politiques. »

Réduction du temps de travail : pourquoi et comment ?

Brochure du Front commun syndical de la CPNAE, octobre 1998.

La persistance d'un chômage massif est une source d'insécurité pour les travailleurs.

Les réponses apportées jusqu'ici n'ont rien résolu.

Il est temps de s'engager sur une autre voie.

Le CPNAE présente en 8 pages un bilan (négatif) des mesures en faveur de l'emploi, le fléau des heures supplémentaires en regard avec la RTT.

Renseignements :

SETCa / R. Labarde

rue Haute, 42 à 1000 Bxl ; tél.: 02-512.52.50

CNE / M. Vandermosten

rue du Page, 69-75 à 1050 Bxl ; tél.: 02-538.91.44

CGSLB / K. De Jaeger

bld Poincaré, 72-74 à 1070 Bxl ; tél.: 02-558.51.50